L'Union européenne adopte une politique ambitieuse de lutte contre le réchauffement climatique

Par ***admin***
Créé le ***16/03/2007 - 00:00***

L'Union européenne adopte une politique ambitieuse de lutte contre le réchauffement climatique

Jeudi, 15/03/2007 - 23:00 0 commentaire

- Diminuer la police
- Augmenter la police
- Imprimer
- Version PDF

-
- Tweeter
-
-

0 avis :

zoom

L'Union européenne a adopté le 9 mars 2007 une ambitieuse stratégie de lutte contre le réchauffement climatique pour inciter les plus gros pollueurs de la planète, USA et Chine en tête, à suivre son exemple. Les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept ont clairement voulu prendre les devants en se fixant toute une série d'objectifs contraignants en matière de politique énergétique pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. "Cela permettra à l'Europe de jouer son rôle d'avant-garde", a déclaré Angela Merkel, qui préside pour l'instant l'Union européenne. "Il était terriblement important de montrer le bon exemple."

Dix ans après avoir joué un rôle essentiel dans l'adoption du protocole de Kyoto en tant que ministre de l'Environnement de son pays, la chancelière allemande a obtenu un résultat qui, selon elle, pèsera lourd "pour toute l'humanité". Sans exception, tous les dirigeants européens ont rivalisé de superlatifs sur l'importance de cet accord qui doit inciter les plus gros pollueurs - USA, Chine, Russie et Inde - à prendre au sérieux le menace du réchauffement de la planète. "Nous pouvons une fois de plus dire au reste du

monde : 'l'Europe prend les devants, vous devriez nous rejoindre'", a déclaré le président de la Commission, José Manuel Barroso. Merkel utilisera cette série de décisions pour peser sur le sommet du G8, qui réunira en juin prochain sous sa présidence les dirigeants de huit pays les plus industrialisés de la planète.

Pour Jacques Chirac, dont c'était le dernier Conseil européen formel, cette décision "fait partie des grands moments de l'histoire" de l'UE, au même titre que l'euro. L'accord est d'autant plus remarquable qu'il s'agit de la décision politique la plus importante prise par l'UE depuis qu'elle a été plongée dans la crise par les "non" français et néerlandais à la Constitution européenne et ce sur un sujet, la politique énergétique, qui a toujours divisé les Européens. Les Vingt-Sept ont fixé pour objectif unilatéral de réduire de 20 % au moins en 2020 par rapport au niveau de 1990 leur production de gaz à effet de serre, comme le CO2. Ils iront jusqu'à 30 % si les pays industrialisés font de même. L'UE rendra également obligatoire à cet horizon l'incorporation d'au moins 10 % de biocarburants dans les carburants utilisés par les automobiles.

Le point le plus délicat a été la fixation d'un objectif contraignant de 20 % en 2020 pour les énergies renouvelables. La France, la Finlande et la plupart des pays de l'Est ne voulaient pas d'un tel objectif qu'ils jugent irréaliste dans ce domaine et prônaient la prise en compte des autres sources d'énergie peu productrices de CO2, comme le nucléaire. Mais cette requête se heurtait au refus des pays qui, comme l'Allemagne, ont décidé de renoncer au nucléaire et qui voulaient des engagements fermes pour être crédibles.

Le compromis accepté prévoit bien la fixation d'un objectif moyen contraignant de 20% en moyenne à l'échelle de toute l'UE. Mais lorsque cet objectif sera décliné par Etat membre, il sera tenu compte des "points de départ nationaux différents" et de la politique énergétique de chacun, une référence étant faite à la contribution du nucléaire à la sécurité de l'approvisionnement et à la lutte contre les émissions de CO2. Des "objectifs globaux nationaux différenciés" devront donc être trouvés pour les énergies renouvelables avec la Commission, qui a annoncé des propositions pour le troisième trimestre de 2007 "en toute équité et avec le consentement des pays membres".

Il s'agit donc d'une victoire pour les deux camps : les partisans de l'énergie renouvelable obtiennent un objectif contraignant qui permettra aux industriels de planifier leurs investissements et les autres, comme la France, voient reconnue leur souveraineté sur leur politique énergétique. L'énergie nucléaire représente 70 % de la production d'électricité française et constitue un choix stratégique. Même les écologistes ont salué ces décisions, comme Greenpeace, qui s'est félicité de la fixation d'objectifs contraignants, même si l'organisation a critiqué la "victoire" française qui permet des traitements nationaux différents.

UE

Noter cet article :

Recommander cet article :

-
- Tweeter
-

- **Nombre de consultations :** 56
- **Publié dans :** Géologie & Géophysique
- **Partager :**
  - Facebook
  - Viadeo
  - Twitter
  - Wikio

Géologie & Géophysique

URL source: https://www.rtflash.fr/l-union-europeenne-adopte-politique-ambitieuse-lutte-contre-rechauffement-climatique/article